



COMPTE RENDU

CSE ordinaire des 25 et 26 septembre 2025

On ne payera pas leur crise !

Déclaration préalable de la **CGT**.

La FSU s'associe à cette déclaration.

Le nouveau Premier Ministre, par son mutisme et ses absences de réponses, a confirmé qu'il allait continuer dans la droite ligne de la politique menée depuis 8 ans par E. Macron. C'est donc un nouveau plan d'austérité qui va frapper de plein fouet les travailleuses et les travailleurs, les retraités, les jeunes et les privés d'emploi et précaires de notre pays.

Nous souffrons déjà des conséquences : fermetures de lits dans les hôpitaux, manque de moyens dans l'Éducation nationale, industries menacées, logement inaccessible, vie quotidienne rendue de plus en plus dure et chère.

Pendant ce temps, les profits des grands groupes explosent, les dividendes atteignent des records et la fraude fiscale prospère. On constate que cela est permis grâce à l'argent qu'on a retiré des services publics. Ça suffit !

Ces choix budgétaires retombent sur France Travail. Le déploiement de la LPE à marche forcée, sans moyens humains supplémentaires, qu'importe les esquives du DG, aggrave le pourrissement de nos conditions de travail.

Le seul côté positif que la **CGT** a trouvé à la lecture des documents de la situation économique et financière de France Travail Normandie 2025, c'est que la ligne du personnel n'a pas été amputée ! Et ce n'est pas grâce au gouvernement, mais uniquement grâce à notre mobilisation.

Et la **CGT** le rappelle, c'est grâce à la grosse journée de grève de la fonction publique le 5 décembre 2024, lors de laquelle 13 000 collègues de FT étaient en grève, qu'on a obtenu non seulement le départ de Barnier mais en plus le retrait de la menace de la suppression de 500 postes. **C'est peut-être à nous d'écrire le budget finalement !**

La journée du 2 octobre doit être une nouvelle étape, encore plus forte, pour imposer nos revendications et dire haut et fort **nous ne paierons pas leur crise** :

- Stop aux coupes budgétaires !
- Stop aux sous-traitances à tout va !
- Des embauches à la hauteur des besoins réelles !
- L'augmentation générale des salaires et des traitements !

Les 10 et 18 septembre ont démontré notre force collective ! La colère et l'indignation sont là, organisons la lutte pour gagner sur les revendications de l'intérêt générale.



Toutes et tous en grève le 2 octobre.
Pour gagner sur nos revendications, ici et maintenant.

Les agents grévistes ont formé un cortège le 18 septembre à Rouen !



Information sur le déploiement du portail OSCAR

Outil de Suivi et de Coopération à l'Accompagnement au Recrutement, est l'outil qui va remplacer DUNE, c'est une création commune de France Travail Pro, Cap Emploi et les Missions Locales.

Oui, DUNE était un outil vieillissant, la **CGT** est favorable au changement de cet outil d'un point de vue ergonomique. Cet outil intégrera plus de données (formulaire BMO, l'outil de veille économique, les services en ligne...).

Cependant, derrière un changement d'outil, on constate des annonces de changement dans les missions. OSCAR sera livré en plusieurs « lots ». Vers la fin du second semestre 2026, il est prévu d'intégrer au programme « l'intermédiation » et carrément « le conseil RH ». Face à l'absence d'éléments précis, les élus **CGT** demandent un point d'information en CSE.

L'outil ouvert à d'autres opérateurs ?

L'outil sera partagé entre tous les partenaires de la « Task Force Entreprise », donc à ce jour : Cap Emploi et les Missions Locales. La **CGT** demande si la direction donne une garantie à ne jamais ouvrir OSCAR au-delà des partenaires du 1^{er} cercle. La direction répond que ce n'est pas le projet pour le moment.

La **CGT** réaffirme qu'elle s'opposera à tout partage de nos outils et données à des opérateurs qui ne relèvent pas du 1^{er} cercle du RPE et plus encore que cet outil soit mis à disposition des OPP (dont les agences intérim). D'autant que ces mêmes opérateurs ont la charge de la très inutile « prospection prestataire » en test actuellement.

La **CGT** maintient ses alertes sur les nécessaires garanties de protection des données et des partages de données (rappels de la CNIL et du Conseil Constitutionnel).

Information sur le programme national ZENIT

Le programme ZENIT a pour but de remplacer SIGMA : la base de données qui traite le parcours des privés d'emploi, créé en 1991 ! C'est donc un gros chantier.

La direction ambitionne que ce changement « soit transparent pour les utilisateurs ». Là, rien n'est moins sûr.

Les travaux vont s'étaler du samedi 8 novembre au mercredi 12 novembre matin. La **CGT** demande à plusieurs reprises ce que prévoit la direction si le SI ne démarre pas progressivement le 12/11 comme prévu ? La direction nous répond qu'on avisera en fonction du national. Donc, pas de « Plan B ».

La direction présente les consignes :

Avant la bascule :

- Vérifier l'accessibilité de MAP secours pour tous les agents.
- Ne pas prévoir de RDV (ni tél, ni physique) le 12/11 pour le GPF.
- Diminuer le plus possible le stock des activités les plus sensibles (inscription, liquidation, paiement...).
- Prévoir le 07/11 une impression papier des fiches RDV de la semaine (synthèses, coordonnées ...)

Dispositions en cas d'indisponibilité du SI :

- Bascule en mode secours sur francetravail.fr
- Utilisation de MAP Secours pour l'accueil physique et téléphonique (1er niveau)
- Pas d'impact pour la relation entreprise sauf MEC et MER

Attention ! MAP secours ne sera que consultatif, les informations présentes sont limitées et datent de J-1 !

La **CGT** fait remarquer que nous serons en période d'actualisation, que francetravail.fr pourrait être fermé possiblement plusieurs jours. La **CGT** demande un message pour les usagers et que celui-ci intègre la question de l'actualisation. Enfin la **CGT** demande que le message envoyé aux usagers soit transmis à tous nos collègues pour en avoir connaissance. La direction approuve et prend les points.

La **CGT** demande que l'ensemble de ces dispositions soient envoyées à l'ensemble des agents. La direction est d'accord.

Information et consultation sur les modalités de mobilisation des agents pour les journées des 10 & 11 novembre

La DG prévoit de mobiliser 111 agents, dont 6 pour la Normandie et SPM, sur le pont et le jour férié des 10 et 11 novembre.

La direction envisage de rendre un jour mobile aux 6 agents concernés pour le 10 novembre et payerait en heure supp le 11 novembre (majoré 100% comme le prévoit le Code du Travail).

La **CGT** demande si la direction serait d'accord pour payer en heures supplémentaires le lundi 10 novembre. La direction indique que ce n'est pas à la main des DR. La **CGT** s'en étonne.

CGT, FO et FSU s'abstiennent (7 voix)

CFDT, CFE-CGC et SNAP votent pour (16 voix)

Consultation sur le pilote LinkedIn

Les élus ont gagné la consultation, ils exigent le retrait du pilote !

La direction a accédé à la demande de consultation des élus au précédent CSE. À l'exemple de La Réunion, les élus du CSE ont voté une délibération exigeant le retrait du pilote LinkedIn.

CGT vote pour le retrait du pilote

Unanimité des organisations syndicales

La **CGT** a voté la délibération car ce pilote ne présente aucune garantie pour la protection des agents :

- Il brouille la frontière entre vie personnelle et vie professionnelle,
- Il expose le parcours professionnel des agents comme s'il appartenait à l'établissement, au mépris de la vie privée des agents.
- Il accroît la délégation de nos missions à des entreprises privées (de surcroît condamnées par l'UE pour utilisation abusives des données personnelles de ses utilisateurs).

Enfin, les élus s'interrogent sur les raisons qui poussent la DG à mettre en place ce pilote si précipitamment et sans objectif clair. Pourquoi avoir choisi LinkedIn ? Y-a-t-il un lien avec le recrutement le 1^{er} septembre du nouveau DGA Offre de Service sorti tout droit de LinkedIn France ? Conflit d'intérêt ou détournement de finalité ?

LinkedIn est une entreprise privée, à but lucratif. Son but n'est pas de lutter contre le chômage en favorisant l'insertion professionnelle mais de s'enrichir en favorisant la mobilité professionnelle de personnes opérationnelles.

La direction persiste et maintient le pilote

Information en vue d'une consultation sur la situation économique et financière

La Situation Economique et Financière de France Travail Normandie 2025 est présentée aux élus pour une consultation en octobre.

Les dépenses d'intervention (aides à la mobilité, prestations à la main des régions, AFPR/POE, développement des compétences...) **ont été réduites de 21% soit 17,5 millions d'€.**

Le plan d'économie, lié aux frais de fonctionnement (personnel, immobilier, charges de fonctionnement...) n'a pas tellement marché -0,2% soit 412 000€.

Information et consultation sur les jours de pont et jours mobiles 2026

La direction propose l'immobilisation de trois jours mobiles pour les ponts :

- Vendredi 2 janvier 2026
- Vendredi 15 mai 2026
- Lundi 13 juillet 2026

Il restera 2 jours mobiles à la main des agents.

CGT et FSU s'abstiennent (2 voix)

CFDT, CFE-CGC, FO et SNAP votent pour (21 voix)

Activités Sociales et Culturelles

Le bureau du CSE (SNAP et CFE-CGC) avait prévu un budget déficitaire de 39 255 € voté à la majorité (sauf la **CGT** et la FSU). Finalement le suivi budgétaire révisé fait état de budget non-consommé (dont 103 000 € sur la dotation loisir) conduit à un budget excédentaire de près de 250 000€.

Le bureau propose donc une revalorisation de la prestation Noël :

- 180€ au lieu de 100€
- 50€ pour les enfants comme prévu

La **CGT** comprend mal ce choix. Pourquoi ne pas revaloriser les prestations qui ont été diminuées en début d'année par la peur d'un trop grand déficit à savoir la prestation d'aide aux enfants handicapés par exemple ?

CGT et FSU s'abstiennent (2 voix)

CFDT, CFE-CGC, FO et SNAP votent pour (21 voix)

Infos RH

St Pierre & Miquelon : La mission de DAFT a démarré le 15 septembre et est prévue jusqu'au 31 mars 2026.

Sorties anticipées pour les fêtes de fin d'année : la note va paraître en octobre.

Télétravail et version informatique : la **CGT** demande si les jours de version sont-ils télétravaillables ?

La direction répond que le cadre est posé dans l'accord télétravail. L'organisation d'ateliers permet à la direction d'imposer du présentiel. Mais s'il y a un litige, la direction invite à solliciter le service QVT.

Fond de Transition Juste : La direction annonce l'ouverture de 5 nouveaux portefeuilles dans les agences de :

- Rouen Quevilly
- Rouen Aubette
- Rouen St Sever
- Harfleur
- Le Havre Souday

Ces portefeuilles sont compensés par un CDD. 3 vont démarrer en novembre et 2 en janvier. Les élus demandent un point dans un prochain CSE. D'après la présentation de la direction et le fait que le budget CDD est épuisé, la **CGT** comprend que la DR a demandé plus de portefeuilles pour récupérer du budget FSE.

BDE : 32 postes en rediffusions à la dernière BDE. La **CGT** demande pourquoi. La direction accorde qu'elle avait prévu 3 BDE de 25 à 30 entrées dont celle-ci. Mais elle a fait le choix de réduire du fait d'un moins grand nombre de départs en retraite que prévu. Toujours un gros problème d'anticipation !

Récla et questions de la CGT

Pression à la signature des contrats d'engagement : La **CGT** demande pourquoi les agences subissent des pressions sur la signature des contrats d'engagement alors que nous devons avoir jusqu'en 2026 ? La **CGT** demande que cesse cette pression.

La direction dit avoir passé comme consigne :

- Accompagnement intensif = contrat d'engagement signé.
- Les DE en « nouveau suivi » depuis 12 mois doivent avoir un contrat d'engagement. Ce n'est pas forcément le conseiller de la modalité qui fait l'entretien.
- Préconise que chaque entretien GPF entraîne la signature d'un Contrat d'Engagement quand le conseiller a la capacité et le temps.

CRE : Au CSE de juillet, la CGT avait demandé comment articuler le décret des sanctions et le Droit à l'erreur. Aussi la **CGT**, s'appuyant sur les textes législatifs, demande comment mettre en place une demande de rendez-vous physique pour contester une sanction.

La direction dit ne pas avoir les éléments et revient vers nous.

Certifications recruteurs : La direction a externalisé la certification des espaces recruteurs. Les CDE perdent du temps à vérifier si le travail est réalisé par la sous-traitante et les demandes peuvent attendre trois semaines. La **CGT** demande que la direction fasse machine arrière.

Réponse : Intelcia a trop de problème, c'est donc Tessi, le second prestataire qui reprend les demandes en attendant que Intelcia se mette en ordre de bataille.

Organisation des réunions de service : L'ordre du jour des réunions de service est de plus en plus imposé par la direction. Les ELD doivent annuler des animations d'intervenants externes et perdent leur marge de manœuvre.

La **CGT** demande un calendrier trimestriel soit réalisé par la direction en bloquant un jeudi par mois, les autres étant à la main des ELD.

La direction répond que dans 90% des cas les ELD ont la main. La **CGT** n'a pas les mêmes remontées. La direction insiste, pour elle les impératifs sont souvent données avec un « timing » large.

La charge mentale explose : France Travail nous oblige à travailler à 360 degrés. Les ELD, déjà en souffrance, sont le contact direct des conseillers qui expriment leur mal être. La direction entendra-t-elle qu'il faut réduire drastiquement le nombre de dossiers à déployer ? Entendra-t-elle qu'il faut arrêter le « modèle unique » quel que soit la taille de l'agence et quel que soit le territoire ?

Réponse : le DG a évoqué que les ELD gardent leur marge de manœuvre lors de sa webconf du 16 septembre.

La direction compte-t-elle rationaliser le nombre de canaux de communication et d'information ?

La direction reconnaît que c'est un irritant majeur et mise sur la démarche « simplification ». Il y a 2 journées prévues les 30 septembre et le 14 octobre. Une note va être produite par la DR.

Ultra responsabilités : Les ELD se trouvent en responsabilités sur tout : de la quotation de la qualité du ménage, aux résultats des BIPE et des plans d'actions correctifs à déployer... La direction a fait le choix de réduire les fonctions support. Comment va-t-elle organiser une réelle connaissance mutuelle entre les services supports et les agences ?

La DG a réaffirmé la trajectoire baissière sur les fonctions supports en CA (-600 postes).

Quand la direction rendra-t-elle opérationnel le calendrier des réunions et visios des services supports de la DR pour éviter le chevauchement ?

La DR est en lien avec 5 agences pour comparer en permanence les plannings et ça prend beaucoup de temps. La direction avance qu'il n'y a eu qu'un seul chevauchement en septembre. Le DG s'est engagé à baisser les visios de lancement de projet à un heure max.

Le prochain CSE ordinaire aura lieu le 30 octobre
N'hésitez pas à interpeler vos élus CGT pour toutes remarques et questions.